REPUBLIQUE FRANCAISE
167e année – N° 10368s LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ Jeudi 21 avril 2022

JOURNAL OFFICIEL
DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

SERVICE DE L'IMPRIMERIE – 18 AVENUE PAUL DOUMER – 98800 NOUMÉA

PARAIT LES MARDI ET JEUDI DE CHAQUE SEMAINE

LE NUMERO : 140 FRANCS

NUMERO SPECIAL

SOMMAIRE

ETAT

Lois et actes administratifs

**publiés pour information en application
de l'article 6-1 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999
relative à la Nouvelle-Calédonie modifiée**

***Textes disponibles sur le site Légifrance
Références électroniques***

Décision n° 2022-195 PDR du 13 avril 2022 relative aux résultats du premier tour de scrutin de l'élection du président de la République (p. 8224).

Décision n° 2022-196 PDR du 13 avril 2022 liste des candidats habiltés à se présenter au second tour de l'élection du président de la République (p. 8229).

Décision n° 2022-204 du 15 avril 2022 fixant pour chaque candidat la durée d'émission relative à la campagne électorale en vue du second tour de l'élection du président de République, portant répartition de cette durée en nombre et durée d'émissions et fixant les horaires de programmation de ces émissions (p. 8230).

ETAT

LOIS ET ACTES ADMINISTRATIFS

PUBLIÉS POUR INFORMATION EN APPLICATION
DE L'ARTICLE 6-1 DE LA LOI ORGANIQUE N° 99-209 DU 19 MARS 1999
RELATIVE À LA NOUVELLE-CALÉDONIE MODIFIÉE

TEXTES DISPONIBLES SUR LE SITE LÉGIFRANCE
RÉFÉRENCES ÉLECTRONIQUES

Décision n° 2022-195 PDR du 13 avril 2022

NOR : *CSCX2211684S*

(DÉCLARATION DU 13 AVRIL 2022 RELATIVE AUX RÉSULTATS
DU PREMIER TOUR DE SCRUTIN DE L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE)

Le Conseil constitutionnel,

Au vu des textes suivants :

– la Constitution, notamment ses articles 6, 7 et 58 ;
– l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel ;
– la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel ;
– la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République ;
– le décret n° 2001-213 du 8 mars 2001 portant application de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel ;
– le décret n° 2005-1613 du 22 décembre 2005 portant application de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République ;
– le décret n° 2022-66 du 26 janvier 2022 portant convocation des électeurs pour l'élection du Président de la République ;
– le code électoral en ses dispositions rendues applicables par les textes mentionnés ci-dessus ;

Au vu des pièces suivantes :

– les procès-verbaux établis par les commissions de recensement ainsi que les procès-verbaux des opérations de vote portant mention des réclamations présentées par des électeurs et les pièces jointes, pour l'ensemble des départements, la Polynésie française, les îles Wallis et Futuna, la Nouvelle-Calédonie, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
– les résultats consignés dans les procès-verbaux des commissions électorales instituées respectivement par l'article 14 de la loi organique du 31 janvier 1976 mentionnée ci-dessus et le paragraphe VI de l'article 3 de la loi du 6 novembre 1962 mentionnée ci-dessus ainsi que les réclamations présentées par des électeurs et mentionnées dans les procès-verbaux des opérations de vote ;
– les réclamations qui ont été adressées au Conseil constitutionnel ;
– les rapports des délégués du Conseil constitutionnel ;

Après avoir entendu les rapporteurs ;

Après avoir rejeté comme irrecevables les réclamations parvenues directement au Conseil constitutionnel en méconnaissance du premier alinéa de l'article 30 du décret du 8 mars 2001 mentionné ci-dessus ;

Après avoir statué sur les réclamations mentionnées dans les procès-verbaux des opérations de vote, opéré diverses rectifications d'erreurs matérielles, procédé aux redressements qu'il a jugé nécessaires et aux annulations énoncées ci-après ;

S'est fondé sur ce qui suit :

– **Sur les opérations électorales :**

1. Dans la commune de Fakarava (Polynésie française), dans laquelle 635 suffrages ont été exprimés, le tract d'un candidat a été agrafé à certaines enveloppes adressées à chaque électeur contenant les déclarations des candidats ainsi que les bulletins de vote à leur nom. Ces faits étant de nature à altérer la sincérité du scrutin, il y a lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans cette commune.

2. Dans la commune de Léchelle (Pas-de-Calais), dans laquelle ont été exprimés 30 suffrages, le magistrat délégué du Conseil constitutionnel a constaté que, en méconnaissance de l'article R. 40 du code électoral, le maire avait pris l'initiative d'organiser les opérations de vote à son domicile. En outre, les lieux ne faisaient l'objet d'aucune signalisation et étaient dépourvus d'isoloir. Cette situation a perduré en dépit des observations du magistrat délégué. Dans ces conditions, il y a lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans cette commune.

3. Dans la commune de Chenevelles (Vienne), alors que l'arrêté du 25 mars 2022 du préfet de la Vienne n'avait institué qu'un seul bureau de vote, la commune a créé, en méconnaissance de l'article R. 40 du code électoral, un second bureau sur la liste duquel deux électeurs étaient inscrits. Dans les circonstances de l'espèce, il y a lieu d'annuler les suffrages exprimés dans ce bureau.

4. Dans le bureau de vote n° 15 du douzième arrondissement de Paris, dans lequel 1 252 suffrages ont été exprimés, le magistrat délégué du Conseil constitutionnel a constaté, lors de son passage, qu'aucun membre du bureau de vote n'était présent. Une telle irrégularité étant de nature à entraîner des erreurs et à favoriser la fraude, il y a lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans ce bureau.

5. Dans le bureau de vote n° 2 de la commune de Roisel (Somme), dans lequel 422 suffrages ont été exprimés, le magistrat délégué du Conseil constitutionnel a constaté, lors de son passage, qu'aucun membre du bureau n'était présent à son arrivée. Une telle irrégularité étant de nature à entraîner des erreurs et à favoriser la fraude, il y a lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans ce bureau.

6. Dans le bureau de vote n° 1 de la commune de Beautheil-Saints (Seine-et-Marne), dans lequel 627 suffrages ont été exprimés, le magistrat délégué du Conseil constitutionnel a constaté, lors de son passage, que tant le président du bureau de vote que les assesseurs étaient absents. Une telle irrégularité est de nature à entraîner des erreurs et à favoriser la fraude. Par suite, il y a lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans ce bureau.

7. Dans la commune de Cargèse (Corse-du-Sud), dans laquelle 570 suffrages ont été exprimés, le magistrat délégué du Conseil constitutionnel a constaté que les électeurs étaient invités à signer la liste d'émargement avant d'introduire leur bulletin dans l'urne, en méconnaissance des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 62-1 du code électoral. Le président du bureau de vote, à qui le magistrat délégué a signalé cette irrégularité, a refusé d'y mettre fin. Il y a donc lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans cette commune.

8. Dans la commune de Condat-sur-Vézère (Dordogne), dans laquelle 534 suffrages ont été exprimés, les électeurs étaient invités à signer la liste d'émargement avant d'introduire leur bulletin dans l'urne, en méconnaissance des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 62-1 du code électoral. Cette irrégularité s'est poursuivie en dépit des observations du magistrat délégué du Conseil constitutionnel, auxquelles le président du bureau de vote a refusé de donner suite. Dès lors, il y a lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans cette commune.

9. Dans la commune de Wail (Pas-de-Calais), dans laquelle 170 suffrages ont été exprimés, le maire a refusé de communiquer au magistrat délégué du Conseil constitutionnel le procès-verbal sur lequel ce dernier souhaitait porter une mention. Dans ces conditions, il y a lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans cette commune.

10. Dans la commune de Dénipaire (Vosges), dans laquelle 162 suffrages ont été exprimés, le magistrat délégué du Conseil constitutionnel a été, de manière agressive, empêché d'exercer sa mission de contrôle par le président du bureau de vote. Il y a donc lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans cette commune.

11. Dans la commune de Secondigné-sur-Belle (Deux-Sèvres), dans laquelle 311 suffrages ont été exprimés, le magistrat délégué du Conseil constitutionnel a constaté, lors de son passage en fin de journée, que l'urne n'était pas verrouillée. Une telle irrégularité étant de nature à favoriser la fraude, il y a lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans cette commune.

12. Dans la commune de Lieudieu (Isère), dans laquelle 192 suffrages ont été exprimés, le bureau de vote a fermé prématurément à 18 heures en méconnaissance des dispositions du paragraphe II *bis* de l'article 3 de la loi du 6 novembre 1962 en vertu desquelles le scrutin ne peut être clos avant 19 heures. Cette irrégularité étant de nature à empêcher des électeurs d'exercer leur droit de suffrage, il y a lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans la commune.

13. Dans la commune de Nandax (Loire), dans laquelle 325 suffrages ont été exprimés, le magistrat délégué du Conseil constitutionnel a constaté que, en méconnaissance des dispositions de l'article R. 52 du code électoral, le procès-verbal des opérations de vote n'était pas mis à disposition des électeurs et que la représentante d'un candidat n'avait pu, malgré sa demande, y avoir accès. Dans ces conditions, il y a lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans cette commune.

14. Dans le bureau de vote n° 27 de Grasse (Alpes-Maritimes), dans lequel 843 suffrages ont été exprimés, le magistrat délégué du Conseil constitutionnel a constaté, lors de son passage, que l'urne était ouverte, de sorte qu'il était possible d'y introduire des bulletins de vote par une autre ouverture que celle prévue à cette fin. Une telle irrégularité étant de nature à favoriser la fraude, il y a lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans ce bureau.

15. Dans le bureau de vote n° 308 de Nice (Alpes-Maritimes), dans lequel 475 suffrages ont été exprimés, la commission départementale de recensement a relevé des discordances importantes et inexpliquées entre le nombre de suffrages exprimés, le nombre de bulletins blancs ou nuls et le nombre des émargements. Une telle discordance mettant le Conseil constitutionnel dans l'impossibilité d'exercer son contrôle sur la régularité des votes, il y a lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans ce bureau.

16. Dans le bureau de vote n° 130 de la commune de Toulouse (Haute-Garonne), dans lequel 1 479 suffrages ont été exprimés, la commission départementale de recensement a relevé des discordances importantes et inexpliquées entre les chiffres inscrits dans le procès-verbal retraçant les résultats et ceux figurant dans les feuilles de dépouillement. Le Conseil constitutionnel n'étant pas en mesure d'exercer son contrôle sur la régularité des votes, il y a lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans ce bureau.

17. Dans les communes de Blérancourt et de Besmé (Aisne), dans lesquelles ont été respectivement exprimés 627 et 93 suffrages, la commission départementale de recensement a constaté que la liste d'émargement était

manquante. Cette circonstance rend impossible un contrôle de la régularité et de la sincérité des suffrages émis dans ces bureaux. Par suite, il y a lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans ces communes.

18. Dans le bureau de vote n° 1 de la commune de Plessis-Belleville (Oise), dans lequel 562 suffrages ont été exprimés, le procès-verbal des opérations de vote n'a pas été transmis immédiatement à la préfecture à l'issue du dépouillement, en méconnaissance de l'article L. 68 du code électoral. Ce manquement rend impossible le contrôle de la régularité et de la sincérité du scrutin. Il y a donc lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans ce bureau de vote.

19. Dans les communes d'Hodenc-l'Évêque, de Maysel et de Ponchon (Oise), dans lesquelles ont été respectivement exprimés 163, 153 et 589 suffrages, les listes d'émargement n'ont pas été transmises à la préfecture après le dépouillement du scrutin, en méconnaissance de l'article L. 68 du code électoral. Ce manquement rend impossible le contrôle de la régularité et de la sincérité du scrutin. Il y a donc lieu d'annuler l'ensemble des suffrages exprimés dans ces communes.

– **Sur l'ensemble des résultats du scrutin :**

20. Aucun candidat n'a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour de scrutin.

Le Conseil constitutionnel déclare :

Art. 1er. – Les résultats du scrutin pour l'élection du Président de la République, auquel il a été procédé les 9 et 10 avril 2022, sont les suivants :

Électeurs inscrits : 48 747 876
Votants : 35 923 707
Bulletins blancs : 543 609
Bulletins nuls : 247 151
Suffrages exprimés : 35 132 947
Majorité absolue : 17 961 805

Ont obtenu :

Mme Nathalie ARTHAUD : 197 094
M. Fabien ROUSSEL : 802 422
M. Emmanuel MACRON : 9 783 058
M. Jean LASSALLE : 1 101 387
Mme Marine LE PEN : 8 133 828
M. Éric ZEMMOUR : 2 485 226
M. Jean-Luc MÉLENCHON : 7 712 520
Mme Anne HIDALGO : 616 478
M. Yannick JADOT : 1 627 853
Mme Valérie PÉCRESSE : 1 679 001
M. Philippe POUTOU : 268 904
M. Nicolas DUPONT-AIGNAN : 725 176

Art. 2. – La proclamation des résultats de l'ensemble de l'élection interviendra dans les conditions prévues par le décret du 8 mars 2001.

Art. 3. – La présente déclaration sera publiée sans délai au *Journal officiel* de la République française.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans ses séances des 11, 12 et 13 avril 2022, où siégeaient : M. Laurent FABIUS, Président, Mme Jacqueline GOURAULT, M. Alain JUPPÉ, Mmes Corinne LUQUIENS, Véronique MALBEC, MM. Jacques MÉZARD, François PILLET, Michel PINAULT et François SÉNERS.

Rendu public le 13 avril 2022.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Résultats par département du premier tour de scrutin de l'élection du Président de la République 2022

Départements et collectivités	Inscrits	Votants	Exprimés	Blancs	1. Nathalie ARTHAUD	2. Fabien ROUSSEL	3. Emmanuel MACRON	4. Jean LASSALLE	5. Marine LE PEN	6. Éric ZEMMOUR	7. Jean-Luc MÉLENCHON	8. Anne HIDALGO	9. Yannick JADOT	10. Valérie PÉCRESSE	11. Philippe POUTOU	12. Nicolas DUPONT-AIGNAN	Taux de participation
01 - AIN	438 109	340 568	333 024	5 641	1 658	5 938	92 206	10 876	86 755	27 530	57 832	5 644	15 843	17 572	2 172	8 998	77,74 %
02 - AISNE	373 544	272 455	265 860	3 767	2 038	5 968	58 721	6 468	104 342	18 266	41 172	2 983	7 074	10 920	2 118	5 790	72,94 %
03 - ALLIER	249 991	191 494	185 955	3 749	1 359	8 119	49 706	7 782	50 315	12 361	31 013	3 280	5 982	10 319	1 503	4 216	76,60 %
04 - ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	128 075	98 785	96 683	1 478	505	2 721	20 800	4 309	26 010	7 926	21 856	1 396	3 957	3 834	865	2 504	77,13 %
05 - HAUTES-ALPES	113 519	88 162	86 235	1 395	428	1 925	20 507	3 871	19 696	6 164	19 718	1 459	5 013	4 511	801	2 142	77,66 %
06 - ALPES-MARITIMES	728 582	570 332	558 775	7 550	1 627	8 858	139 707	12 767	148 919	78 208	92 345	5 414	23 374	31 260	2 989	13 307	73,25 %
07 - ARDÈCHE	255 859	201 745	196 975	3 311	1 219	5 710	45 353	9 033	49 594	14 199	42 837	4 189	8 544	9 553	1 817	4 927	78,85 %
08 - ARDENNES	186 197	136 829	133 936	1 909	1 081	3 009	31 656	4 084	48 242	8 771	22 281	1 741	3 446	5 556	1 112	2 957	73,49 %
09 - ARIÈGE	119 039	94 011	91 704	1 532	417	2 701	18 071	7 532	21 958	5 821	23 908	3 208	3 020	2 724	723	1 621	78,97 %
10 - AUBE	205 551	153 167	149 670	2 339	1 005	3 094	38 321	3 787	49 316	11 374	22 483	1 720	4 619	8 923	1 062	3 966	74,52 %
11 - AUDE	279 927	216 955	212 426	2 962	1 026	5 622	43 104	12 382	64 027	18 434	42 039	6 166	6 322	7 350	1 748	4 206	77,50 %
12 - AVEYRON	219 468	175 635	170 902	3 079	894	4 515	47 430	14 825	34 357	10 112	32 734	4 470	6 746	9 988	1 354	3 477	80,03 %
13 - BOUCHES-DU-RHÔNE	1 411 184	1 027 368	1 008 620	13 341	3 578	24 295	229 038	24 256	264 753	108 617	237 971	11 760	42 109	36 229	5 963	20 051	72,80 %
14 - CALVADOS	512 148	394 349	386 231	5 547	2 757	8 777	120 366	9 816	91 774	22 255	73 950	6 848	19 621	18 383	3 764	7 920	77,00 %
15 - CANTAL	115 745	90 726	88 102	1 803	555	2 496	25 038	6 848	21 570	4 906	12 944	1 810	2 751	6 987	650	1 547	78,38 %
16 - CHARENTE	257 608	197 699	192 666	3 293	1 319	5 374	53 126	8 482	50 432	10 617	37 305	4 003	7 557	8 343	1 763	4 345	76,74 %
17 - CHARENTE-MARITIME	519 202	402 765	394 067	5 918	2 330	10 002	113 753	14 335	99 790	24 347	71 633	6 857	19 012	19 316	3 403	9 289	77,57 %
18 - CHER	224 570	164 762	160 533	3 146	1 304	5 749	43 497	5 495	44 772	10 822	27 901	2 585	5 028	8 147	1 463	3 770	73,37 %
19 - CORRÈZE	185 032	146 602	142 600	2 517	885	6 292	33 125	10 177	31 658	8 012	27 731	3 605	5 040	12 278	1 179	2 618	79,23 %
2A - CORSE-DU-SUD	113 918	71 552	68 861	1 130	197	1 850	12 932	6 729	20 139	9 199	9 330	624	2 266	3 772	608	1 215	62,81 %
2B - HAUTE-CORSE	129 114	80 851	78 511	1 463	257	2 687	13 773	8 601	21 998	9 657	10 368	959	2 520	5 555	762	1 374	62,62 %
21 - CÔTE-D'OR	366 859	288 973	282 745	4 577	1 775	5 721	80 734	8 183	69 110	21 651	53 875	5 126	13 462	14 344	2 286	6 478	78,77 %
22 - CÔTES-D'ARMOR	471 752	375 155	366 393	5 722	2 603	11 628	113 656	11 949	79 850	17 319	74 226	8 279	19 349	17 235	3 895	6 401	79,52 %
23 - CREUSE	90 946	68 979	66 848	1 388	490	2 430	15 542	4 275	16 772	3 501	13 679	1 641	1 906	4 391	665	1 556	75,85 %
24 - DORDOGNE	318 168	253 312	246 556	3 636	1 294	8 855	58 532	15 850	63 327	15 800	50 054	5 362	8 563	11 280	2 223	5 416	79,62 %
25 - DOUBS	368 379	284 262	277 097	4 989	2 069	5 001	76 338	8 688	66 703	19 486	55 587	4 902	13 096	15 107	2 345	7 775	77,17 %
26 - DRÔME	382 188	297 899	291 424	4 577	2 041	6 752	72 228	9 945	70 574	22 010	65 258	5 311	14 234	13 204	2 109	7 758	77,95 %
27 - EURE	432 198	325 735	318 861	5 085	2 197	7 056	83 058	7 768	102 952	20 930	55 571	4 027	11 477	13 552	2 710	7 568	75,37 %
28 - EURE-ET-LOIR	303 888	224 928	220 021	3 489	1 419	4 267	59 869	5 694	61 960	14 803	40 529	3 076	7 904	13 003	1 766	5 731	74,02 %
29 - FINISTÈRE	709 701	554 831	542 919	8 692	3 627	15 340	174 894	18 320	100 890	25 607	116 591	13 077	33 200	26 541	6 266	8 566	78,18 %
30 - GARD	555 038	422 315	413 979	5 840	1 768	12 123	88 278	15 162	121 480	38 479	88 827	6 585	14 974	15 460	2 706	8 137	76,09 %
31 - HAUTE-GARONNE	930 321	746 955	730 979	10 129	3 006	16 307	196 712	35 479	133 254	50 613	188 867	19 658	42 599	27 153	4 888	12 443	80,29 %
32 - GERS	147 278	119 011	116 399	1 762	529	3 128	28 970	11 720	26 015	8 396	21 353	3 861	4 090	5 126	793	2 418	80,81 %
33 - GIRONDE	1 158 548	909 534	892 020	12 367	3 679	21 522	256 179	37 725	191 542	58 321	194 775	19 598	46 677	37 575	8 734	15 693	78,51 %
34 - HÉRAULT	847 365	651 599	638 728	8 867	2 580	14 165	142 306	22 068	165 734	57 751	154 819	12 150	28 057	23 230	4 393	11 475	76,90 %
35 - ILLE-ET-VILAINE	771 636	610 209	596 832	9 511	3 783	12 696	205 882	13 985	101 797	27 463	132 510	13 973	42 613	26 194	5 376	10 560	79,08 %
36 - INDRE	166 100	124 694	120 997	2 451	1 085	3 702	31 498	4 984	34 516	7 438	20 954	2 464	3 726	6 589	1 155	2 886	75,07 %
37 - INDRE-ET-LOIRE	440 502	334 966	327 490	5 437	2 243	7 835	101 503	8 520	70 553	19 931	68 012	6 216	16 245	16 279	2 882	7 271	76,04 %
38 - ISÈRE	885 440	686 764	672 296	10 990	3 479	14 694	180 533	17 025	154 799	47 450	153 474	12 736	40 378	28 575	4 826	14 327	77,56 %
39 - JURA	190 597	148 963	145 227	2 625	1 053	3 166	36 139	6 218	38 179	9 657	28 882	2 635	6 388	7 424	1 343	4 143	78,16 %
40 - LANDES	329 337	263 683	258 050	4 033	1 115	8 176	69 459	24 308	58 646	16 817	44 548	9 071	8 628	10 393	1 975	4 914	80,06 %
41 - LOIR-ET-CHER	244 718	185 368	180 810	3 181	1 246	4 507	50 480	5 483	50 212	12 703	30 377	3 165	7 097	9 586	1 527	4 427	75,75 %
42 - LOIRE	513 794	395 202	385 938	6 664	2 390	9 017	104 003	11 928	97 764	28 706	78 169	6 970	16 656	18 539	2 767	9 029	76,92 %
43 - HAUTE-LOIRE	180 706	143 706	139 655	2 837	1 020	3 493	32 417	7 817	38 629	9 529	24 332	2 491	5 796	9 560	1 205	3 366	79,52 %
44 - LOIRE-ATLANTIQUE	1 056 693	820 354	802 422	13 373	4 712	18 322	256 609	18 298	135 702	42 761	187 977	18 369	60 072	37 541	7 280	14 779	77,63 %
45 - LOIRET	457 550	343 082	335 422	5 512	1 959	7 530	97 004	8 483	85 832	22 878	63 486	5 656	14 401	18 086	2 433	7 674	74,98 %
46 - LOT	139 278	112 114	109 390	1 767	618	3 559	27 311	8 032	21 422	6 123	25 932	2 766	4 603	5 648	976	2 400	80,50 %
47 - LOT-ET-GARONNE	241 304	188 397	184 102	2 793	889	4 970	42 568	13 600	50 290	15 646	34 044	3 357	5 686	7 703	1 437	3 912	78,07 %
48 - LOZÈRE	59 812	48 132	46 996	741	235	1 343	10 739	4 722	10 497	3 148	9 153	1 045	1 736	3 039	426	913	80,47 %
49 - MAINE-ET-LOIRE	589 263	452 397	441 342	8 072	3 071	8 362	157 063	11 036	89 433	21 704	80 616	8 801	26 635	21 538	3 663	9 420	76,77 %
50 - MANCHE	384 613	291 153	284 458	4 747	2 249	7 368	92 642	9 421	69 770	13 960	46 940	5 859	11 873	14 746	2 720	6 886	75,70 %

51 - MARNE	380 644	279 634	274 106	3 826	1 778	5 307	78 472	6 921	83 756	19 501	42 858	3 542	9 561	14 357	1 894	6 159	73,46 %
52 - HAUTE-MARNE	129 389	96 116	93 808	1 489	696	1 833	21 886	3 327	34 331	6 450	13 228	1 305	2 580	4 841	747	2 584	74,28 %
53 - MAYENNE	224 722	171 910	166 908	3 483	1 273	3 313	60 755	4 673	37 376	8 042	25 608	3 468	7 934	9 236	1 372	3 858	76,50 %
54 - MEURTHE-ET-MOSELLE	492 057	361 138	353 800	5 092	2 373	7 961	95 252	8 739	97 243	23 518	73 892	6 362	14 588	13 387	3 214	7 271	73,39 %
55 - MEUSE	134 805	100 713	98 513	1 509	702	1 957	24 539	3 500	34 588	7 347	13 559	1 483	3 130	4 403	883	2 422	74,71 %
56 - MORBIHAN	608 972	478 452	467 374	7 959	2 952	11 529	152 740	14 399	102 856	26 595	84 200	8 267	27 036	22 838	4 376	9 586	78,57 %
57 - MOSELLE	745 914	535 615	524 319	7 943	3 499	8 750	136 366	14 163	159 254	39 369	100 159	7 534	18 931	19 300	4 343	12 651	71,81 %
58 - NIÈVRE	154 186	115 336	112 441	1 957	833	4 281	28 686	4 106	32 838	7 378	19 930	2 160	3 552	5 172	1 010	2 495	74,80 %
59 - NORD	1 813 906	1 299 873	1 274 781	17 416	7 673	45 902	336 138	22 459	373 127	73 168	279 785	18 215	46 962	42 470	8 265	20 617	71,66 %
60 - OISE	564 121	422 040	411 714	6 324	2 859	9 054	100 043	9 179	132 873	30 333	79 446	4 251	13 785	17 450	3 048	9 393	74,81 %
61 - ORNE	205 538	154 603	150 950	2 586	1 203	3 261	46 005	4 895	41 804	8 910	22 993	2 368	5 513	8 838	1 334	3 826	75,22 %
62 - PAS-DE-CALAIS	1 093 723	807 404	790 653	10 601	5 887	26 146	194 610	17 010	305 816	40 764	124 741	11 619	19 295	25 307	5 488	13 970	73,82 %
63 - PUY-DE-DÔME	468 103	367 234	357 587	6 938	2 556	12 713	100 134	16 136	78 182	20 624	74 534	8 216	17 029	17 352	3 189	6 922	78,45 %
64 - PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	519 929	409 795	401 490	5 816	1 677	10 170	111 610	48 246	69 768	25 877	76 030	9 276	19 967	17 166	4 982	6 721	78,82 %
65 - HAUTES-PYRÉNÉES	177 443	137 848	134 888	2 064	636	4 539	33 692	14 761	29 938	8 714	26 449	3 315	4 872	4 560	1 003	2 409	77,69 %
66 - PYRÉNÉES-ORIENTALES	362 076	274 372	268 568	3 528	1 312	6 509	55 169	11 690	87 930	24 782	51 556	5 013	8 588	8 815	1 995	5 209	75,78 %
67 - BAS-RHIN	778 712	588 488	576 719	8 335	3 687	7 015	177 069	14 652	145 883	40 458	105 055	8 348	28 573	24 812	4 158	17 009	75,57 %
68 - HAUT-RHIN	531 738	393 877	385 109	6 382	2 265	4 649	107 248	11 063	106 937	30 284	66 238	4 881	18 963	15 994	2 842	13 745	74,07 %
69 - RHÔNE	1 181 226	925 646	909 013	12 708	3 774	15 938	278 243	17 572	150 463	74 168	229 036	15 895	51 907	50 263	5 267	16 487	78,36 %
70 - HAUTE-SAÔNE	177 715	138 676	134 739	2 364	1 171	2 836	30 204	4 820	46 618	9 675	21 089	2 345	4 292	6 754	1 295	3 640	78,03 %
71 - SAÔNE-ET-LOIRE	402 992	307 623	299 300	5 923	1 979	7 419	82 633	10 186	81 970	20 686	52 336	6 037	10 730	15 210	2 369	7 745	76,33 %
72 - SARTHE	411 308	305 854	297 062	6 694	2 150	6 908	83 876	7 546	82 234	16 218	54 244	5 409	13 541	15 937	2 505	6 494	74,36 %
73 - SAVOIE	320 709	251 780	246 358	3 931	1 205	5 536	64 689	8 081	56 733	18 045	49 858	4 418	15 642	13 608	1 849	6 694	78,51 %
74 - HAUTE-SAVOIE	565 665	436 281	427 139	6 918	1 880	5 997	130 422	13 371	87 744	33 353	78 062	6 606	29 948	22 349	3 232	14 175	77,13 %
75 - PARIS	1 368 025	1 071 357	1 055 052	11 028	2 891	17 267	372 820	12 139	58 429	86 088	317 372	22 901	80 268	69 564	5 732	9 591	78,31 %
76 - SEINE-MARITIME	879 252	657 105	642 965	10 982	4 433	19 896	179 698	13 588	177 806	33 361	136 136	11 139	24 785	24 281	5 477	12 365	74,73 %
77 - SEINE-ET-MARNE	899 303	676 131	660 929	11 057	3 440	12 843	165 208	13 797	155 738	47 893	170 969	7 853	26 718	36 828	4 600	15 042	75,18 %
78 - YVELINES	961 245	749 537	736 506	9 601	2 774	11 721	246 062	13 687	101 398	64 407	168 585	9 046	40 470	61 296	3 963	13 097	77,98 %
79 - DEUX-SÈVRES	273 214	213 811	207 804	3 839	1 644	4 538	68 446	7 014	47 903	8 803	39 120	4 340	10 074	9 257	2 134	4 531	78,26 %
80 - SOMME	430 056	307 369	298 918	4 837	2 486	7 706	83 107	7 371	98 024	16 885	52 343	3 746	8 048	11 380	2 206	5 616	74,96 %
81 - TARN	298 178	235 360	229 842	3 451	1 175	5 313	53 925	17 010	56 543	15 982	48 430	5 818	8 680	10 014	1 829	5 123	78,93 %
82 - TARN-ET-GARONNE	188 706	149 081	145 820	2 169	679	3 628	31 737	9 573	42 183	11 772	27 881	3 069	4 835	5 994	1 057	3 412	79,00 %
83 - VAR	820 904	609 692	598 730	7 803	2 098	10 672	142 335	17 784	183 287	79 329	89 272	5 703	21 044	28 342	3 578	15 286	74,27 %
84 - VAUCLUSE	411 607	309 957	303 865	4 350	1 221	6 247	66 885	9 843	89 413	30 473	63 049	3 769	12 128	11 918	2 023	6 896	75,30 %
85 - VENDÉE	550 963	430 416	419 709	7 312	2 647	8 153	149 587	13 039	97 280	25 663	60 524	7 244	19 753	22 534	3 621	9 664	78,12 %
86 - VIENNE	306 011	237 707	231 652	4 053	1 715	6 412	67 831	7 741	54 214	11 939	49 162	4 542	10 727	9 959	2 315	5 095	77,68 %
87 - HAUTE-VIENNE	263 742	208 258	202 118	3 787	1 457	8 030	54 951	9 973	45 357	10 796	43 137	5 654	7 877	9 544	1 787	3 555	78,96 %
88 - VOSGES	277 913	208 999	203 694	3 431	1 569	3 847	51 432	7 203	65 646	13 184	32 655	3 114	7 562	9 344	1 986	6 152	75,20 %
89 - YONNE	237 957	180 408	176 511	2 715	1 203	4 023	42 617	5 356	55 164	12 941	31 601	2 286	5 917	9 322	1 487	4 594	75,82 %
90 - TERRITOIRE DE BELFORT	93 724	71 486	69 654	1 242	560	1 485	16 768	2 000	19 061	5 583	14 601	1 052	2 798	3 322	603	1 821	76,27 %
91 - ESSONNE	799 500	607 300	594 941	8 954	2 831	13 480	164 503	11 610	105 862	39 284	167 310	7 944	29 562	33 046	4 306	15 208	75,96 %
92 - HAUTS-DE-SEINE	997 667	788 877	774 742	11 841	2 306	13 170	287 494	11 260	64 812	62 761	199 640	10 518	47 103	62 231	3 704	9 743	79,07 %
93 - SEINE-SAINT-DENIS	793 929	554 002	543 151	7 607	2 756	11 642	110 118	6 805	64 543	27 969	266 632	5 890	19 352	17 481	3 663	6 300	69,78 %
94 - VAL-DE-MARNE	796 086	600 677	589 058	8 501	2 504	14 954	171 409	8 944	69 599	43 430	192 427	8 276	31 904	32 522	3 730	9 359	75,45 %
95 - VAL-D'OISE	733 529	540 676	529 585	8 027	2 392	10 060	138 166	9 101	91 081	37 564	175 666	6 094	20 710	26 403	3 352	8 996	73,71 %
971 - GUADELOUPE	316 023	141 431	135 085	2 719	1 084	668	18 137	1 033	24 204	3 098	75 862	2 266	1 927	3 979	713	2 114	44,75 %
972 - MARTINIQUE	304 594	130 006	122 949	4 001	1 447	747	20 043	1 162	16 495	3 153	65 292	3 935	1 978	4 731	977	2 989	42,68 %
973 - GUYANE	102 993	37 239	35 861	825	297	246	5 101	516	6 334	1 573	18 143	535	940	997	462	717	36,16 %
974 - LA RÉUNION	675 539	362 380	346 766	7 361	3 538	3 074	62 542	4 844	85 770	13 070	139 604	5 549	7 994	9 738	2 705	8 338	53,64 %
975 - SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	5 045	2 773	2 701	47	22	19	534	108	459	80	1 105	75	116	51	50	82	54,97 %
976 - MAYOTTE	92 187	37 163	35 050	922	430	206	5 936	359	14 958	482	8 398	318	295	2 810	328	530	40,31 %
977/978 - SAINT-MARTIN / SAINT-BARTHÉLÉMY	24 414	8 602	8 368	150	41	48	2 070	208	1 445	1 107	2 354	92	247	354	63	339	35,23 %
986 - WALLIS ET FUTUNA	9 528	5 403	5 359	27	98	34	2 115	78	579	118	501	118	72	1 354	48	244	56,71 %
987 - POLYNÉSIE FRANÇAISE	205 576	63 455	60 030	1 490	808	368	24 106	610	11 705	4 283	7 990	865	2 150	4 725	451	1 969	30,87 %
988 - NOUVELLE-CALÉDONIE	218 773	72 966	70 500	1 777	565	399	28 561	1 031	13 273	6 435	9 711	963	2 161	4 144	560	2 697	33,35 %
098 - FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER	1 435 746	504 291	498 951	3 193	1 300	3 266	224 957	5 964	26 380	43 252	109 394	12 489	40 774	20 956	3 145	7 074	35,12 %
TOTAL	**48 747 876**	**35 923 707**	**35 132 947**	**543 609**	**197 094**	**802 422**	**9 783 058**	**1 101 387**	**8 133 828**	**2 485 226**	**7 712 520**	**616 478**	**1 627 853**	**1 679 001**	**268 904**	**725 176**	**73,69 %**

Décision n° 2022-196 PDR du 13 avril 2022

NOR : *CSCX2211685S*

(LISTE DES CANDIDATS HABILITÉS À SE PRÉSENTER AU SECOND TOUR DE L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE)

Le Conseil constitutionnel,

Au vu des textes suivants :

– la Constitution, notamment ses articles 6, 7 et 58 ;
– l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel ;
– la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel ;
– le décret n° 2001-213 du 8 mars 2001 portant application de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel ;
– le décret n° 2022-66 du 26 janvier 2022 portant convocation des électeurs pour l'élection du Président de la République ;
– la déclaration du Conseil constitutionnel de ce jour faisant connaître les résultats du premier tour ;

S'est fondé sur ce qui suit :

1. Chacun des deux candidats habilités à se présenter au second tour a porté à la connaissance du Conseil constitutionnel qu'il maintenait sa candidature.

Le Conseil constitutionnel décide :

Art. 1er. – Les deux candidats habilités à se présenter au second tour de l'élection du Président de la République sont :

Monsieur Emmanuel MACRON et Madame Marine LE PEN.

Art. 2. – La présente décision sera publiée sans délai au *Journal officiel* et notifiée, par les soins du Gouvernement, aux représentants de l'État dans les départements, en Polynésie française, aux îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy, à Saint-Pierre-et-Miquelon, aux ambassadeurs et aux chefs de poste consulaire.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 13 avril 2022, où siégeaient : M. Laurent FABIUS, Président, Mme Jacqueline GOURAULT, M. Alain JUPPÉ, Mmes Corinne LUQUIENS, Véronique MALBEC, MM. Jacques MÉZARD, François PILLET, Michel PINAULT et François SÉNERS.

Rendu public le 13 avril 2022.

Décision n° 2022-204 du 15 avril 2022 fixant pour chaque candidat la durée d'émission relative à la campagne électorale en vue du second tour de l'élection du Président de la République, portant répartition de cette durée en nombre et durée d'émissions et fixant les horaires de programmation de ces émissions

NOR : *RCAC2211875S*

L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique,

Vu la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel ;

Vu le code électoral ;

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, notamment son article 16 ;

Vu le décret n° 2001-213 du 8 mars 2001 modifié portant application de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, notamment son article 15 ;

Vu la décision n° 2022-104 du 2 mars 2022 relative aux conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions de la campagne en vue de l'élection du Président de la République pour les premier et second tours du scrutin ;

Vu la décision n° 2022-196 du 13 avril 2022 du Conseil constitutionnel arrêtant la liste des candidats habilités à se présenter au second tour de l'élection du Président de la République publiée au *Journal officiel* du 14 avril 2022 ;

Vu l'avis de la Commission nationale de contrôle de la campagne en vue de l'élection présidentielle rendu dans sa séance du 12 avril 2022 ;

Vu l'avis du Conseil constitutionnel rendu dans sa séance du 14 avril 2022 ;

Les candidats ayant été consultés ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

Art. 1er. – Les émissions de la campagne électorale en vue du second tour de l'élection du Président de la République sont programmées du lundi 18 avril au vendredi 22 avril 2022.

Art. 2. – En application de l'article 15 du décret du 8 mars 2001, chaque candidat dispose pour la campagne électorale en vue du second tour de l'élection du Président de la République d'une durée d'émissions de 45 minutes, y compris les rediffusions, sur chacun des services suivants :

– en ce qui concerne la société nationale de programme France Télévisions : France 2, France 3, franceinfo :, chaque service Outre-mer La 1ère télévision, chaque service Outre-mer La 1ère radio ;
– en ce qui concerne la société nationale de programme Radio France : France Inter ;
– en ce qui concerne la société nationale de programme France Médias Monde : France 24 ; Radio France Internationale.

Art. 3. – Pour chaque candidat et pour chaque service mentionné à l'article 2 la durée mentionnée à ce même article est répartie en nombre et durée d'émissions de la façon suivante :

– 5 émissions de petit format, d'une durée de deux minutes chacune ;
– 10 émissions de grand format, d'une durée de trois minutes trente secondes, dont au maximum cinq peuvent être des émissions originales.

Chaque jour, deux émissions de grand format et une émission de petit format sont programmées.

Art. 4. – Les horaires de diffusion des émissions, qui se substituent à ceux mentionnés dans la décision de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique du 2 mars 2022 susvisée, sont les suivants :

1° Emissions de petit format :

Les horaires de diffusion des émissions de petit format sont les suivants :

– sur France 2, vers 20 h 40 ;
– sur France 3, vers 22 h 45 ;
– sur franceinfo :, vers 21 h 45 ;
– sur les services de télévision du réseau Outre-mer La 1ère, vers 20 heures sur Guadeloupe La 1ère, vers 19 h 55 sur Martinique La 1ère, vers 20 h 05 sur Guyane La 1ère, vers 11 h 55, avant le « 12/13 » sur Saint-Pierre-et-

Miquelon La 1ère, vers 13 heures sur Réunion La 1ère, vers 12 h 50 sur Mayotte La 1ère, vers 18 h 40 sur Wallis et Futuna La 1ère, vers 20 h 03, après le bulletin d'information sur Nouvelle-Calédonie La 1re, vers 19 h 30 sur Polynésie La 1ère ;

– sur les services radiophoniques des stations du réseau Outre-mer La 1ère vers 8 h 15 sur Guadeloupe La 1ère, vers 8 h 20 sur Martinique La 1ère, vers 8 h 10 sur Guyane La 1ère, vers 13 h 10 sur Saint-Pierre-et-Miquelon La 1ère, vers 12 h 15 sur Réunion La 1ère, vers 12 h 20 sur Mayotte La 1ère, vers 7 heures sur Wallis et Futuna La 1ère, vers 9 h 05 sur Nouvelle-Calédonie La 1ère, vers 6 h 15 sur Polynésie La 1ère ;
– sur France Inter, vers 14 h 55 ;
– sur Radio France Internationale, sur l'ensemble du réseau mondial en ondes courtes (le même jour qu'en métropole) vers 6 h 23 TU (8 h 23, heure de Paris) ;
– sur France 24, vers 10 h 45.

2° Emissions de grand format :

– **Premier créneau de diffusion**

Les horaires de diffusion des émissions de grand format sont les suivants :

– sur France 2, vers 10 h 05, après le programme « Les maternelles » ;
– sur France 3, vers 11 heures ;
– sur franceinfo :, vers 10 h 20 ;
– sur les services de télévision du réseau Outre-mer La 1ère, vers 07 h 20 sur Guadeloupe La 1ère, vers 7 h 30 sur Martinique La 1ère, vers 08 h 20 sur Guyane La 1ère, vers 8 h 25, sur Saint-Pierre-et-Miquelon La 1ère, vers 15 h 40 sur Réunion La 1ère, vers 8 heures sur Mayotte La 1ère, vers 7 h 40 sur Wallis et Futuna La 1ère, vers 7 h 30 sur Nouvelle-Calédonie La 1ère, vers 7 h 30 sur Polynésie La 1ère ;
– sur les services radiophoniques des stations du réseau Outre-mer La 1ère, vers 13 h 20 sur Guadeloupe La 1ère, vers 14 h 10 sur Martinique La 1ère, vers 14 h 10 sur Guyane La 1ère, vers 7 h 20 sur Saint-Pierre-et-Miquelon La 1ère, vers 14 h 10 sur Réunion La 1ère, vers 12 h 40 sur Mayotte La 1ère, vers 12 heures sur Wallis et Futuna La 1ère, vers 13 heures sur Nouvelle-Calédonie La 1ère, vers 13 h 10 sur Polynésie La 1ère ;
– sur France Inter, vers 20 h 50 ;
– sur Radio France Internationale sur l'ensemble du réseau mondial en ondes courtes (le même jour qu'en métropole) vers 12 h 10 TU (14 h 10, heure de Paris) ;
– sur France 24 vers 2 h 45.

– **Deuxième créneau de diffusion**

– sur France 2, vers 13 h 40, après le journal d'information de 13 heures ;
– sur France 3, vers 16 heures avant « Des chiffres et des lettres », excepté le mercredi 20 avril, vers 16 h 40 ;
– sur franceinfo, vers 15 h 30 ;
– sur les services de télévision du réseau Outre-mer La 1ère, vers 13 h 20 sur Guadeloupe La 1ère, vers 14 h 45 sur Martinique La 1ère, excepté le mercredi 20 avril, vers 13 h 45, vers 11 h 50 sur Guyane La 1ère, vers 20 h 30, après le bulletin météo, sur Saint-Pierre-et-Miquelon La 1ère, vers 21 h 30 sur Réunion La 1ère, vers 19 h 50 sur Mayotte La 1ère, vers 13 heures sur Wallis et Futuna La 1ère, vers 11 h 45 sur Nouvelle-Calédonie La 1ère, vers 13 heures sur Polynésie La 1ère ;
– sur les services radiophoniques des stations du réseau Outre-mer La 1ère, vers 18 h 20 sur Guadeloupe La 1ère, vers 18 h 25 sur Martinique La 1ère, vers 18 h 20 sur Guyane La 1ère, vers 18 heures sur Saint-Pierre-et-Miquelon La 1ère, vers 19 h 45 sur Réunion La 1ère, vers 19 h 10 sur Mayotte La 1ère, vers 18 heures sur Wallis et Futuna La 1ère, vers 20 h 05 sur Nouvelle-Calédonie La 1ère, vers 18 h 05 sur Polynésie La 1ère ;
– sur France Inter, vers 23 h 50 ;
– sur Radio France Internationale sur l'ensemble du réseau mondial en ondes courtes (le même jour qu'en métropole) vers 17 h 10 TU (19 h 10, heure de Paris) ;
– sur France 24, vers 5 h 45.

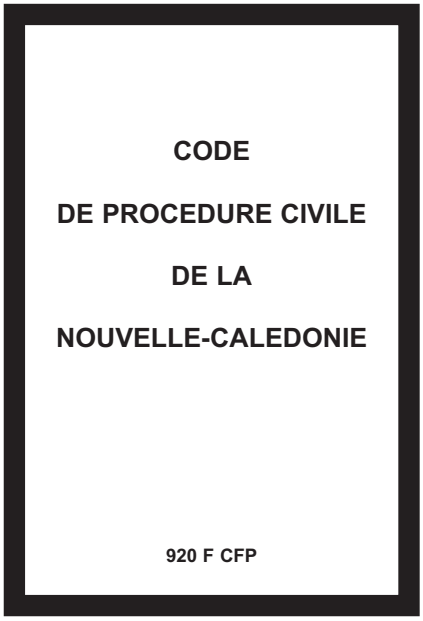
Art. 5. – La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 avril 2022.

Pour l'Autorité de régulation
de la communication audiovisuelle et numérique :
Le président,
R.-O. MAISTRE

Pour le président du gouvernement
et par délégation
MATCHA IBOUDGHACEM
Directrice des affaires juridiques

Ces ouvrages sont disponibles au service de l'imprimerie
Centre administratif Jacques lékawé – 18 avenue Paul Doumer – 98800 Nouméa







TARIF DES ABONNEMENTS

JONC

6 mois	1 an
10 900 F CFP	20 500 F CFP

JONC
"COMPTES RENDUS DES DEBATS DU CONGRES"

6 mois	1 an
2 000 F CFP	3 900 F CFP

INSERTIONS ET PUBLICATIONS

Insertion : 950 F CFP la ligne jusqu'à 10 lignes,
16 500 F CFP la demi page au-delà de 10 lignes,
33 500 F CFP la page au-delà d'une demi page.

Insertion de déclaration d'association : 9 500 F CFP.

Les abonnements et sommes dues à divers titres sont **payables d'avance** au *Régisseur de la caisse de recettes de l'imprimerie administrative*.

Les chèques postaux et bancaires doivent être libellés au nom du :

TRESOR PUBLIC
Compte CCP NOUMEA 201-07N

Téléphone : **(687) 25 60 13**
Fax : **(687) 25 60 21**
Adresse Internet : **http://www.juridoc.gouv.nc**
E-mail : **jonc.sia@gouv.nc**